



## Conseil économique et social

Distr. : Limitée  
22 mai 2011

Français  
Original : Anglais

---

### Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

#### Soixante-septième session

Bangkok, 19-25 mai 2011

Point 3 h) de l'ordre du jour

**Examen des questions relatives à l'appareil subsidiaire  
de la Commission, y compris les activités des institutions  
régionales de la CESAP : Statistiques**

#### Projet de résolution

**Auteur : Malaisie**

**Coauteurs : Australie, Chine, Japon, République de Corée, Thaïlande**

#### **Révision des statuts de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique**

*La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,*

*Rappelant sa résolution 61/2 sur les statuts de l'Institut de statistique pour  
l'Asie et le Pacifique,*

*Notant la suggestion des membres de la CESAP formulée lors de la sixième  
session du Conseil d'administration de l'Institut,<sup>1</sup>*

*Reconnaissant le fait que tant les membres que les non-membres du Conseil  
d'administration ont pris part aux débats sur les activités de l'Institut,*

*Reconnaissant également l'opportunité d'accroître la fréquence de l'élection  
au Conseil d'administration pour donner aux pays de la région davantage de  
possibilités d'influer sur la composition du Conseil et l'orientation des activités de  
l'Institut,*

1. *Décide, à cet égard, d'adopter les statuts révisés de l'Institut, dont le  
texte est annexé à la présente résolution, qui stipulent que la durée du mandat des  
membres du Conseil d'administration passe des cinq ans actuels à trois ans,*

2. *Décide également que les statuts révisés s'appliqueront au mandat  
des membres actuels du Conseil d'administration qui passe ainsi de cinq à trois ans,  
cette mesure prenant effet à la date de son adoption par la Commission.*

---

<sup>1</sup> Voir E/ESCAP/67/13, annexe III, par. 54 à 58.

## **Annexe**

### **Statuts de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique**

#### ***Établissement***

1. L'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique (ci-après dénommé l'«Institut»), établi en mai 1970 sous le nom d'Institut asiatique de statistique et devenu juridiquement organisme subsidiaire de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (ci-après dénommée la « CESAP » ou « la Commission ») en vertu des résolutions 50/5 et 51/1 de la Commission, en date du 13 avril 1994 et du 1<sup>er</sup> mai 1995, est maintenu sous la même appellation et est régi par les présents Statuts.
2. Tous les membres et membres associés de la Commission peuvent participer aux activités de formation et autres activités de l'Institut.
3. L'Institut a le statut d'organe subsidiaire de la CESAP.

#### ***Objectifs***

4. L'Institut a pour objectifs de renforcer, en assurant des formations pratiques à l'intention des statisticiens officiels, la capacité des membres et membres associés en développement et des économies en transition défavorisées de la région à collecter, analyser et diffuser les statistiques et à produire dans les délais des statistiques de haute qualité utilisables pour la planification du développement économique et social, et d'aider ces membres et membres associés et ces économies à mettre en place ou renforcer leurs moyens de formation statistique et à exécuter les activités connexes.

#### ***Fonctions***

5. L'Institut atteint les objectifs précités en exerçant notamment les fonctions suivantes:
  - a) Formation de statisticiens officiels, au moyen des centres et institutions de formation déjà disponibles dans les États membres;
  - b) Établissement de réseaux et de partenariats avec d'autres organisations internationales et des parties prenantes essentielles;
  - c) Diffusion de l'information.

#### ***Statut et organisation***

6. L'Institut a un conseil d'administration (ci-après dénommé «le Conseil»), un directeur et son personnel. La CESAP tient une comptabilité distincte pour l'Institut.
7. L'Institut a son siège dans la Zone métropolitaine de Tokyo, au Japon.

8. Les activités de l'Institut sont conformes aux grandes orientations adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission. L'Institut est soumis au Règlement financier et Règles de gestion financière et aux Statut et Règlement du personnel de l'ONU ainsi qu'aux instructions administratives applicables.

### *Conseil d'administration*

9. L'Institut est doté d'un conseil d'administration composé d'un représentant désigné par le Gouvernement japonais et de huit représentants désignés par les autres membres et membres associés de la CESAP élus par la Commission. Les membres et membres associés élus par la Commission le sont pour une période de trois ans, étant entendu qu'ils sont rééligibles. Le Secrétaire exécutif de la CESAP ou son représentant assiste aux réunions du Conseil.

10. Le Directeur de l'Institut exerce les fonctions de secrétaire du Conseil.

11. Des représentants a) des États qui ne sont pas membres du Conseil, b) d'organismes et d'institutions spécialisées ou apparentées des Nations Unies et c) de toute autre organisation que le Conseil jugera appropriée, ainsi que des experts dans des domaines intéressant le Conseil, peuvent assister aux réunions du Conseil, à l'invitation du Secrétaire exécutif de la CESAP.

12. Le Conseil se réunit au moins une fois par an et adopte son règlement intérieur. Les sessions du Conseil sont convoquées par le Secrétaire exécutif de la CESAP, qui peut proposer la tenue de sessions extraordinaires de sa propre initiative et convoque de telles sessions extraordinaires à la demande d'une majorité des membres du Conseil.

13. Le quorum des réunions du Conseil est constitué par la majorité de ses membres.

14. Les neuf représentants composant le Conseil en application du paragraphe 9 des présents statuts disposent chacun d'une voix. Les décisions et recommandations du Conseil sont adoptées par consensus ou, à défaut, à la majorité des membres présents et votants.

15. À chaque session ordinaire, le Conseil élit un président et un vice-président, qui exercent leurs fonctions jusqu'à la session ordinaire suivante du Conseil. Le Président ou, en son absence, le Vice-Président préside les réunions du Conseil. Si le Président est dans l'incapacité d'accomplir l'intégralité du mandat pour lequel il a été élu, le Vice-Président le remplace jusqu'au terme de ce mandat.

16. Le Conseil examine l'administration et la situation financière de l'Institut et l'exécution de son programme de travail. Le Secrétaire exécutif de la CESAP soumet un rapport annuel, tel qu'adopté par le Conseil, à la Commission à sa session annuelle.

17. Le Conseil examine et adopte des plans de travail annuels et à long terme conformes au programme de travail.

### ***Directeur et personnel***

18. L'Institut a un directeur et un personnel propre, qui sont des fonctionnaires de la CESAP nommés suivant les règlements, règles et instructions administratives appropriés de l'ONU. Le Conseil est invité à présenter des candidats au poste de directeur une fois que la vacance du poste est annoncée et, s'il y a lieu, à formuler un avis. Les autres membres et membres associés de la Commission peuvent aussi présenter des candidats. Le directeur et les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs sont en principe nommés pour une durée totale ne dépassant pas cinq ans. Tous les engagements sont accordés pour une durée déterminée et sont limités au service de l'Institut.

19. Le directeur rend compte au Secrétaire exécutif de la CESAP de l'administration de l'Institut, de l'établissement des plans de travail annuels et à long terme et de l'exécution du programme de travail.

### ***Ressources de l'Institut***

20. Tous les membres et membres associés de la CESAP devraient être encouragés à verser régulièrement une contribution annuelle aux activités de l'Institut. Comme voulu au paragraphe 6, l'ONU gère un fonds commun d'affectation spéciale pour l'Institut, auquel ces contributions sont versées; celles-ci ne peuvent être utilisées qu'aux seules fins des activités de l'Institut, sous réserve des dispositions du paragraphe 22 des présents statuts.

21. Les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et autres entités devraient être aussi encouragés à verser une contribution volontaire aux activités de l'Institut. L'ONU maintient des fonds d'affectation spéciale distincts pour les contributions volontaires destinées aux projets de coopération technique ou autres contributions volontaires extraordinaires destinées aux activités de l'Institut.

22. Les ressources financières de l'Institut sont administrées conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

### ***Modifications***

23. La Commission adopte les modifications des présents statuts par voie de résolution.

### ***Questions non couvertes par les présents statuts***

24. Au cas où se poserait une question de procédure non couverte par les présents statuts ou le règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration au titre du paragraphe 12 desdits statuts, les dispositions pertinentes du règlement intérieur de la CESAP s'appliquent.

### ***Entrée en vigueur***

25. Les présents statuts entrent en vigueur à la date de leur adoption par la Commission.